



# LE VIVANT électronique

## (N° 125 novembre 2009)

E-mail : [info@vivant.org](mailto:info@vivant.org)

Site : [www.vivant.org](http://www.vivant.org)

[www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org)

Rédaction : Jean-Paul BRASSEUR

BELGIQUE

[jpbrasseur@vivant.org](mailto:jpbrasseur@vivant.org) 00 32 499 35.85.72

### Sommaire

1. **Civilisation du revenu de base ... et décision politique**
2. **Sécurité alimentaire en Afrique : la F.A.O tire la sonnette**
3. **Le programme de VIVANT est une arme de destruction massive de la pauvreté**
4. **Modèle de financement de VIVANT-EUROPE pour un pays du Tiers Monde**

## 1. CIVILISATION DU REVENU DE BASE ... ET DECISION POLITIQUE

Une sommet consacré à la « **Sécurité alimentaire en Afrique** » ... et à la pauvreté s'est tenu à ROME du 16 au 18 novembre 2009 (voir ci-dessous l'article de Hawa SEMEGA

Ce qui est en jeu, c'est la **décision politique** visant à créer une civilisation fondée sur le **partage**. (son contraire étant le pillage de l'Empire pour nourrir la ville et ses dirigeants)

Par ailleurs, dans nos pays occidentaux, vu que plus que 20% de la population assure par son travail l'essentiel des biens de consommation, nous allons vers une société où **il n'y aura plus de travail salarial** (au sens classique du terme) **pour tout le monde** et la pauvreté augmentera encore. Dès lors, il va falloir évaluer en monnaie les multiples activités de nos concitoyens qui ne rentrent pas dans le cadre de la production et des services.

Le revenu de base s'inscrit dans cette démarche de par son taux forfaitaire (et indexé) attribué à tous inconditionnellement. Mais son implantation dépend d'**une décision politique forte**.

Pour mémoire, en 1941, Paul -Henri SPAAK, ministre des affaires étrangères du gouvernement belge en exil à Londres, développait déjà le concept du BENELUX (Belgique, Hollande, Luxembourg). Mais à l'époque, les experts s'opposèrent à ce projet le taxant d'utopique et impossible techniquement à réaliser. Ce fut le même scénario en son temps face aux projets de l'enseignement obligatoire pour tous et des congés payés.

Aussi, le gouvernement en exil décida de créer le BENELUX avant son retour en Belgique. Ainsi, les experts se penchèrent sur cette nouvelle alliance entre trois pays afin de mettre au point les solutions techniques nécessaire à son développement.

Dans ses mémoires, « Combats inachevé (premier volume), Paul-Henri SPAAK témoigne de la mise au point de ses idées concernant les rapports qui doivent exister **entre ministres et experts**.

*« Quand les ministres ne trouvent pas la solution d'un problème, ils ont souvent recours au subterfuge du renvoi en commission. Les experts, **sans directives** discutent à perte d'haleine, accumulant les objections, défendant leur point de vue avec entêtement, finissent par embrouiller les questions. Ils sont alors souvent complètement négatifs. Mais, ils ne sont pas les coupables. Les coupables sont les ministres qui cherchent à **éviter leurs responsabilités**. Au contraire, quand ces derniers **osent choisir et décider**, et qu'ils s'adressent à leurs experts pour la réalisation technique des options politiques qu'ils ont prises, ceux-ci mettent toute leur science, toute leur intelligence, toute leur imagination à échafauder des solutions. C'est ainsi qu'il faut les utiliser. C'est ainsi dans tous les cas que bien des fois par la suite, je les ai utilisés. »*

Nous voyons donc qu'à l'instar de Paul-Henri SPAAK à propos du BENELUX, il faut que les politiciens et la société civile deviennent convaincus du « bien fondé » d'une REGLE DE PARTAGE (mondiale ?!) dont le revenu de base inconditionnel constitue le premier chaînon. C'est la condition sine qua non pour aboutir à une décision politique.

La décision d'instaurer un revenu de Base dans le Tiers Monde exige **un Etat de Droit** capable de garantir l'arrivée chaque mois de ce revenu dans l'assiette de chaque citoyen et d'éviter beaucoup de détournement d'aides souvent reprochés par les pays riches

Eradiquer la faim et la pauvreté ne s'effectue pas efficacement à long terme à coup de bombardements de nourritures et biens de première nécessité, car cela n'augmente en rien le pouvoir d'achat de tout un chacun.

Dans le Tiers-Monde, l'instauration du Revenu de Base est possible.

Pour preuve, au Brésil, le gouvernement du Président Lula a donné son feu vert en 2003 pour la mise en place progressive d'un Revenu de Base.

#### **Extrait du discours de LULA (président du Brésil) à L'ONU en 2006 :**

*« Le 'Salaire Familial', qui est au coeur de notre programme 'Zéro Faim', assure un revenu de base à plus de 11 millions de familles brésiliennes. Des gens bien nourris peuvent rehausser leur dignité, améliorer leur santé et leur capacité à apprendre. Placer des ressources dans des programmes sociaux ne constitue pas une dépense. C'est un investissement. »*

Et Eduardo Matarazzo Suplicy, sénateur fédéral de l'état de Sao Paulo pour le parti travailliste, d'indiquer : *« Le revenu de base est une arme efficace contre la non-liberté économique qui pousse les gens à accepter des conditions de travail mi-esclavagistes ou qui les oblige à aller chercher un revenu dans des régions inamicales. C'est un moyen efficace dans la lutte contre le crime organisé (commerce illégal des drogues, traite des hommes) et qui brise le cercle vicieux de la pauvreté et de l'analphabétisme. »*

L'instauration du revenu de base relève d'une **décision politique** qui n'attend plus que les experts pour sa réalisation technique.

## **2. SECURITE ALIMENTAIRE EN AFRIQUE : LA F.A.O TIRE LA SONNETTE**

**Par Hawa SEMEGA – 17/11/2009**

*Les dirigeants réunis à Rome du 16 au 18 novembre 2009 ont adopté une déclaration dans laquelle, ils s'engagent à identifier les actions visant à éradiquer la faim dans le monde et à assurer la Sécurité Alimentaire en Afrique*

### **Eradiquer la faim dans le monde**

A l'ouverture du sommet, le directeur général de la FAO, Jacques Diouf est revenu sur les difficultés de ce fléau qui touche plus d'un milliard de personnes dans le monde. Il estime que, l'accès à l'alimentation est le premier des droits fondamentaux de l'homme. Le pape Benoit VI, qui participe au sommet, insiste de son côté, sur ce droit qui doit être respecté par tous. Il juge inacceptable, l'opulence et le gaspillage dans certaines parties du monde, pendant que la faim ravage ailleurs. Le pape invite la communauté internationale à s'impliquer sérieusement dans le combat pour l'éradication de la faim, la misère et la pauvreté dans le monde.

### **Sécurité alimentaire au Mali**

Le président de la république malienne, Amadou Toumani Touré, a expliqué à ce sommet, l'intention de son gouvernement, de faire de l'agriculture, le moteur de développement du Mali. Cela exige selon lui, d'énormes investissements. Il a insisté sur les potentialités agricoles du pays, expliquant que le Mali dispose de 65 millions de terres cultivables, dont 1.100.000 à l'office du Niger. On se rappelle qu'en 2004, les chefs d'Etats Africains, demandaient à chaque pays du continent, de consacrer sur 5 ans, au moins 10 % de son budget, au développement de l'agriculture. Le Mali en cette année 2009, consacre 13 % de son budget au secteur.

Par ailleurs, certaines dispositions telles la mise en place du consensus commun de l'agriculture, la création de commissariats à la sécurité alimentaire (dont dispose déjà le Mali) et le programme national de sécurité alimentaire, ont été prises.



**Plus d'1 milliard de personnes ont faim dans le monde**

Les chiffres de la FAO sur l'impact de la faim dans le monde sont assez alarmants. Ainsi, plus d'un milliard de personnes souffriraient de faim. Et sur le continent africain, un enfant meurt de faim toutes les 5 secondes. Sans compter toutes les maladies liées à la malnutrition.

### **Les grandes puissances boycottent le sommet**

A l'ouverture du sommet, l'absence remarquable des huit pays les plus riches du monde a fait mouche. Le seul pays membre du G8 présent, est bien entendu l'Italie qui est l'hôte du sommet. Pourquoi les richards ont-ils boudé la rencontre ? Est-ce à dire qu'ils n'en n'ont rien à cirer du malheur des pays pauvres ? Ou simplement qu'ils ont d'autres préoccupations comme le climat et sur lequel aucune entente n'est encore trouvée.

Certains observateurs estiment que les grandes puissances en ont assez de financer la faim dans le monde. Car les véritables bénéficiaires des fonds alloués pour l'aide au développement des pays dits en voie de développement, sont les dirigeants. Mais au delà des constats alarmistes sur la crise financière et économique, sur la faim ou les menaces du réchauffement climatiques, n'est-ce pas là une formidable opportunité pour les pays Africains de prendre leur destin en main. Initier la grande révolution verte et qui permettra au continent de s'auto-suffire une bonne fois pour toutes

## **3. LE PROGRAMME DE VIVANT EST UNE ARME DE DESTRUCTION MASSIVE DE LA PAUVRETE**

VIVANT, par une politique génétiquement modifiée, constitue **une arme de destruction massive de la pauvreté.**

Son modèle socio-économique appelle à **une réforme profonde et nécessaire** pour sauver notre bien-être et gérer la mondialisation.

En octobre 2002, des chercheurs de l'IRES (Louvain-La Neuve) se sont penché sur ce modèle pour conclure :

*Qu'il s'avère que la proposition de « Vivant », (...) n'est pas seulement économiquement réalisable, mais aussi **économiquement bénéfique**, puisque, par rapport à une simulation de référence correspondant au statu quo institutionnel, elle engendre des taux de croissance sensiblement plus élevés dans la période 2010-30, avec des effets durables sur le bien-être moyen et une augmentation du taux d'activité des travailleurs âgés.(...)*

*(...)*

*Avec une allocation universelle financée par la taxe sur la consommation, (...) l'incitation au travail est restaurée, le facteur travail est moins pénalisé et la base taxable repose moins sur les jeunes générations. Ceci permet au système proposé par « Vivant », (...) de redistribuer davantage de ressources que le système actuel, tout en entraînant moins de distorsions : la masse des transferts réalisée par le nouveau système est de 28 % du PIB, alors qu'elle n'est que de 20 % avec le système actuel. »*

Il faut observer que les changements profonds dans une société ressemblent à **des accouchements difficiles** parce que ceux qui bénéficient du système existant tentent de le maintenir, tandis que ceux qui profiteront du nouveau système ne sont pas fortement motivés à son égard, puisqu'ils n'en ont pas encore bénéficié.

Tenter d'une manière douce d'apporter à la structure sociale des transformations nécessaires pour l'adapter à la communauté de services et lui permettre ainsi d'évoluer au sein d'une économie mondialisée est donc une entreprise difficile.

Néanmoins, **la politique, c'est rendre possible ce qui est nécessaire.**

Au 19<sup>ème</sup> siècle, on a voulu rendre possible l'enseignement obligatoire par une décision politique. Cette obligation devint incontournable. Il fallut donc se mettre au travail pour trouver les moyens pédagogiques nécessaires à la réalisation de cette obligation.

Si, en début de ce nouveau siècle, nous rendons **incontournable** le revenu de base (un des piliers de VIVANT) par **une décision politique**, et par un **choix citoyen**, les économistes devront se mettre au travail pour trouver les moyens de son application. D'ailleurs Vivant propose des pistes dans ce domaine (citons la taxe sociale sur la consommation).

Il s'agit d'une entreprise délicate mais nécessaire pour demain car sa réussite garantira une écologie (harmonie) socio-économique forte qui peut devenir un patrimoine culturel pour l'humanité au même titre que les droits de l'homme.

La liberté d'entreprendre, une égalité faite de sécurité pour demain, une solidarité par le don mutuel du revenu de base autoriseront nos sociétés à se construire, non pas, comme c'est le cas aujourd'hui, sur une économie de marché basée uniquement sur la concurrence sauvage et la recherche maximale de profit, mais bien sur des échanges commerciaux où la réciprocité et le développement de l'humain constituent **un patrimoine mondial de civilisation.**

*(Extraits du CONDENSE du livre de Yoland Bresson « Une Clémentine économie »)*  
(sur le site de VIVANT-EUROPE : [www.vivanteurope.org](http://www.vivanteurope.org))

Instaurer le revenu d'existence peut être considéré métaphoriquement, comme une opération chirurgicale effectuée sur un organisme vivant : le corps social.

Accorder un revenu inconditionnel à tous, cumulable avec d'autres revenus, c'est provoquer une première disjonction entre la production et la répartition des richesses. C'est initier **une « règle de partage » collectivement choisie**, partiellement libérée des contraintes et des modalités du processus de production.

Le revenu d'existence est un moyen pour libérer tout être humain sur terre de la pauvreté et de cette lutte infernale pour la survie.

**Qui pourrait encore s'opposer ou refuser d'instaurer un tel revenu et pour quelles raisons ?**

En reconnaissant chaque individu pour lui-même, en lui accordant un revenu parce qu'il existe, on l'établit dans sa dignité en l'accueillant et l'intégrant dans la communauté. C'est le mérite de l'inconditionnalité.

Parce que le montant du revenu d'existence est dépendant du coût de la vie, on pose l'égalité comme fondement de la société.

De plus, il laisse s'exercer la différenciation entre les personnes qui peuvent, dès maintenant, grâce au cumul avec d'autres revenus, **devenir les acteurs de leur avenir.**

(Actuellement), dans notre salariat capitaliste, la répartition des revenus primaires résulte de mécanismes ignorés, cachés, sous-jacents, produits des forces du marché.

En implantant, à l'instar d'une semence, le revenu d'existence, on se donne collectivement la possibilité de faire évoluer la « règle de partage », d'en apprécier les conséquences,

d'évaluer dans quelle mesure le devenir social s'oriente conformément aux exigences éthiques et de la sorte, de maîtriser notre avenir commun.  
Ainsi nous pouvons désormais créer en conscience la société que nous choisissons.

#### 4. MODELE DE FINANCEMENT DE VIVANT-EUROPE POUR UN PAYS DU TIERS MONDE

L'instauration d'un revenu de base dans les pays du Tiers Monde peut être la meilleure façon de dépenser le budget consacré à la coopération au développement.

Il est possible de donner un revenu de base de 40 € par mois à chaque Nicaraguayen avec seulement ~ 2 % du P.I.B. de la Belgique.

Au Nicaragua, pays qui compte environ 5 603 000 habitants (en 2006), ces 40 € sont l'équivalent de 250 € en terme de pouvoir d'achat en Belgique, les produits de base étant moins chers dans ce pays. De ce fait, on crée un marché local puisque **le pouvoir d'achat est augmenté**. Le revenu de base procure aux individus qui le reçoivent, **une plus grande autonomie et un espace pour leurs propres initiatives**.

On peut aussi envisager que les produits industriels (machines, matériel ménager, appareils audiovisuels etc.) importés dans ces pays soient fortement taxés car ils sont, la plupart du temps, achetés par des personnes aisées. Cela permettrait de financer, en partie, le revenu de base de toute la population.

Par ailleurs, on pourrait envisager, comme compensation pour la Belgique, des relations économiques bi-latérales privilégiées avec le Nicaragua.



De grondlegger van BIEN en paus van het basisinkomen, Philippe Van Parijs met Roland Duchâtelet in gesprek in het Paleis der Naties op 15 11 2009

« Le fondateur de BIEN et le pape du revenu de base,  
Philippe Van Parijs et Roland Duchâtelet  
en conversation au Palais des Nations, le 15.11.2009 »